

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

REPRISE DE LA CINQUANTE-SEPTIEME SESSION

**Comptes rendus analytiques des 1922^e à 1934^e séances plénières,
tenues au Siège, à New York, les 14 et 18 octobre, 19, 26 et 29 novembre
et 5, 10 et 16 décembre 1974**

1922^e séance

Lundi 14 octobre 1974, à 10 h 50.

Président : M. Aarno KARHILO (Finlande).

E/SR.1922

Déclaration du Président

1. Le PRÉSIDENT déclare que la situation des pays les plus gravement touchés par l'incertitude résultant de la crise économique internationale est semblable sinon pire à celle qui existait au moment de la tenue de la cinquante-septième session du Conseil (3 juillet-2 août 1974). Jamais il n'a été plus urgent de demander à la communauté internationale de prendre l'engagement politique d'utiliser le mécanisme des Nations Unies pour améliorer cette situation.

2. Le Conseil se réunit à nouveau dans sa propre salle, au Siège des Nations Unies, et se trouve, de ce fait, proche de la salle du Conseil de sécurité. Les membres du Conseil économique et social devraient donner une importance symbolique à ce fait au moment où ils envisagent de renforcer le rôle du Conseil. Au nom de tous les membres, le Président remercie le représentant permanent du Brésil grâce auquel, dans une large mesure, la salle du Conseil a été prête à temps. Il faut espérer que les travaux de la reprise de la cinquante-septième session seront conduits avec la même énergie eu égard aux nouvelles responsabilités du Conseil.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

**Adoption de l'ordre du jour
(E/5581, E/INF/145, E/L.1614)**

3. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) appelle l'attention des membres du Conseil sur l'ordre du jour provisoire annoté de la reprise de la session (E/5581). Cet ordre du jour a été approuvé par le Conseil lors de sa cinquante-septième session à ses 1919^e et 1921^e séances. Depuis lors, la Commission économique pour l'Asie occidentale a tenu une session extraordinaire, les 9 et 10 septembre, pour examiner la question de

l'emplacement de son siège. La Commission a adopté une décision sur laquelle le Conseil doit se prononcer pour que l'Assemblée générale puisse prendre les mesures financières voulues à la présente session. Le Secrétaire général a donc proposé d'inscrire une question supplémentaire à l'ordre du jour de la reprise de la cinquante-septième session du Conseil (E/L.1614).

4. Le document E/INF/145 contient un calendrier des séances approuvé par le Bureau du Conseil. On n'a pu indiquer que la semaine au cours de laquelle le Conseil se réunira pour examiner certaines questions et le Secrétariat annoncera les dates exactes à un stade ultérieur. Le calendrier indique que le point 5 (Conférence mondiale de la population) sera examiné au cours de la semaine du 14 au 18 octobre. Toutefois, le secrétaire général de la Conférence étant souffrant, son retour à New York a été retardé. Il a donc été prévu d'examiner le point 5 à son retour, c'est-à-dire, en principe, au début du mois de novembre. La documentation relative au point 5 sera distribuée vers le 10 novembre et la question sera sans doute examinée le 17 ou le 18 novembre. Si l'ordre du jour provisoire et l'inscription de la question supplémentaire sont adoptés, il est proposé que le Conseil examine les points 2, 7 et 3, ainsi que la question supplémentaire visée dans le document E/L.1614, pendant la semaine en cours.

5. Le PRÉSIDENT déclare que, s'il n'entend pas d'objection, il considérera que l'ordre du jour, tel qu'il figure dans les documents E/5581 et E/L.1614, est adopté.

L'ordre du jour est adopté.

6. Le PRÉSIDENT déclare que, après avoir consulté les autres membres du Bureau, il propose au Conseil, afin d'accélérer ses travaux, de décider que le bureau du Comité spécial chargé d'étudier les effets des so-

ciétés transnationales sur le processus de développement et sur les relations internationales, qui se réunira du 11 au 15 novembre, comprendra les mêmes membres que celui du Comité économique, compte tenu du fait que le Comité économique a examiné cette question à la cinquante-septième session.

Il en est ainsi décidé.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil du commerce et du développement (E/5582)

7. M. COREA (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) dit qu'il avait espéré que le rapport du Conseil du commerce et du développement sur la première partie de sa quatorzième session (E/5582) serait distribué avant le 11 octobre. Toutefois, cela n'a pas été possible, et M. Corea tient à s'en excuser auprès des membres du Conseil. L'intervalle entre la fin de la session du Conseil du commerce et du développement (13 septembre) et la reprise de la session du Conseil, ce jour, a été plus court que les années précédentes et, comme d'habitude, le Rapporteur a dû consacrer un certain temps à des consultations avec les gouvernements avant de pouvoir achever la préparation du rapport. Cependant, M. Corea espère que l'introduction qu'il va faire donnera quelques indications de fond aux membres du Conseil.

8. La première partie de la quatorzième session du Conseil du commerce et du développement a revêtu une importance particulière étant donné que c'était la première fois qu'un organe de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptés à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale [résolution 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI)]. Elle a également été importante parce qu'elle s'est tenue au cours de la dixième année d'existence de la CNUCED. Ce dixième anniversaire a été marqué par une séance spéciale au cours de laquelle le Conseil du commerce et du développement s'est penché pour la première fois sur les préparatifs à effectuer en vue de la quatrième session de la CNUCED qui aura lieu en 1976.

9. L'ordre du jour de la quatorzième session du Conseil du commerce et du développement comprenait des points relatifs aux travaux en cours des organes de la CNUCED dans des domaines tels que le transfert des techniques, les problèmes des pays en voie de développement les moins avancés, l'économie des pays en voie de développement sans littoral et des pays insulaires en voie de développement, les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, le service de la dette extérieure des pays en voie de développement et les problèmes de l'aide, y compris les différentes notions de l'aide et l'évaluation des courants d'assistance. De plus, le Conseil du commerce et du développement a étudié de nouvelles initiatives, dont certaines ont été prises lors de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, par exemple dans le domaine des produits de base, de la coopération entre pays en voie de développement et de la situation monétaire et financière.

10. M. Corea est heureux de signaler que le Conseil du commerce et du développement a adopté un nombre

sans précédent de résolutions et de décisions constructives (voir E/5582, annexe I) qui, à l'exception de deux, ont toutes fait l'objet d'un consensus. A son avis, cela augure bien de l'avenir. Les deux résolutions qui ont été mises aux voix sont la résolution 111 (XIV), concernant le Président de la troisième commission de la Conférence, et le paragraphe 1 de la résolution 122 (XIV), relative à l'application de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Dans ce second cas, cinq délégations ont voté contre le paragraphe et sept se sont abstenues; le reste de la résolution a été adopté sans vote. L'ensemble de la résolution a été adopté avec 12 abstentions.

11. M. Corea souhaite appeler l'attention du Conseil sur les résolutions et décisions clés aux termes desquelles la CNUCED a été habilitée à poursuivre un programme de travail intensif à l'avenir. Dans la déclaration liminaire qu'il a faite devant le Conseil du commerce et du développement (*ibid.*, chap. 1, sect. A), M. Corea a souligné l'importance que revêt la question des produits de base du fait de la nouvelle situation qui s'est créée sur le plan international et l'impérieuse nécessité de trouver, pour y remédier, des mesures qui puissent constituer de meilleures solutions au problème. Le Conseil du commerce et du développement a adopté la résolution 124 (XIV) relative à des modes d'approche nouveaux des problèmes et politiques d'ordre international en matière de produits de base, laquelle comprend trois parties. Dans la section A, le Conseil du commerce et du développement recommande aux gouvernements de donner une suite concrète aux propositions faites au cours des consultations intensives de 1974 et prie le Secrétaire général de la CNUCED de donner une évaluation complète des résultats de ces consultations et des propositions concernant une action ultérieure. Dans la section B, le Conseil traite de "la large méthode d'approche suggérée par le Secrétaire général de la CNUCED" en matière de produits de base. Dans la section C, le Conseil se réfère à l'étude sur l'indexation des prix et demande la poursuite des travaux entrepris en la matière.

12. Dans la résolution 123 (XIV), le Conseil du commerce et du développement a étudié la question du renforcement des activités de la CNUCED en s'arrêtant plus particulièrement sur le développement du commerce international des matières premières dans le monde. M. Corea souligne que l'importance accordée aux matières premières ne portera aucunement atteinte à la priorité dont bénéficient les secteurs du commerce des pays en voie de développement intéressant d'autres produits, à savoir les produits manufacturés. Il déclare que le Conseil en est parfaitement conscient.

13. Dans sa décision 117 (XIV), le Conseil du commerce et du développement a énoncé le mandat de la nouvelle Commission du transfert des techniques, qui reprend les fonctions du Groupe intergouvernemental du transfert des techniques, lequel avait prié la CNUCED de commencer à travailler à une révision du système des brevets et d'établir un code de conduite sur le transfert des techniques. La CNUCED intensifiera donc ses travaux dans ce domaine et la création de cette commission permanente ne pourra que contribuer au renforcement de ces activités.

14. Le Conseil du commerce et du développement a, par ailleurs, adopté une décision importante, la décision 121 (XIV), sur l'expansion du commerce, la

coopération économique et l'intégration régionale entre pays en voie de développement. Cette question occupait une place très importante dans le Programme d'action adopté par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire et M. Corea a insisté devant le Conseil sur les possibilités offertes par une telle coopération, eu égard à l'évolution de la situation; un grand nombre de pays en voie de développement possèdent, pour la première fois, d'importantes ressources qui peuvent servir à renforcer la notion générale de coopération entre pays en voie de développement.

15. Par sa résolution 119 (XIV), le Conseil du commerce et du développement a créé un groupe intergouvernemental chargé d'étudier les problèmes des pays en voie de développement les moins avancés en vue d'intensifier les efforts déjà réalisés par la CNUCED dans ce domaine; de ce point de vue, la résolution marque un progrès décisif.

16. Le Conseil du commerce et du développement a également adopté une conclusion concertée [112 (XIV)] sur les relations commerciales entre pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents, dans laquelle le Secrétaire général de la CNUCED est invité à réunir un séminaire d'experts de pays intéressés pour examiner les moyens de promouvoir la spécialisation industrielle moyennant diverses formes de coopération multilatérale. M. Corea estime que la CNUCED a un rôle constructif à jouer en la matière.

17. Le Conseil du commerce et du développement a adopté une résolution extrêmement intéressante sur le problème de l'inflation [résolution 114 (XIV)]. Le Secrétaire général de la CNUCED est prié par cette résolution d'établir, avec le concours d'experts, un rapport analytique concernant l'influence des phénomènes inflationnistes sur le commerce mondial, en prêtant une attention particulière aux difficultés des pays en voie de développement, notamment des moins avancés d'entre eux.

18. Dans sa résolution 116 (XIV), le Conseil du commerce et du développement prie le Comité des négociations commerciales de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de trouver des solutions donnant au Secrétaire général de la CNUCED la possibilité d'assister, selon qu'il conviendra, aux réunions du Comité et de ses organes subsidiaires et de recevoir la documentation pertinente concernant les négociations. Il faut espérer que la CNUCED et le GATT établiront entre eux des relations de travail étroites aux fins de ces négociations commerciales multilatérales.

19. Le Conseil du commerce et du développement était par ailleurs saisi d'un rapport du Président du Groupe de travail chargé d'élaborer une charte des droits et devoirs économiques des Etats. En application de sa décision 110 (XIV), ce rapport est transmis à l'Assemblée générale, et d'autres consultations se déroulent actuellement en vue d'établir un texte qui soit acceptable pour tous les groupes.

20. Pour donner suite à la résolution 1819 (LV) du Conseil économique et social, par laquelle le Conseil du commerce et du développement était prié de faire rapport sur les progrès réalisés en ce qui concerne l'exécution des programmes des Nations Unies pour la promotion des exportations, le Groupe consultatif commun du Centre CNUCED/GATT du commerce international a constitué un groupe de travail, dont le rapport n'a pas encore été transmis au Groupe con-

sultatif commun. Le Conseil du commerce et du développement est convenu d'examiner ce rapport à sa quinzième session.

21. La CNUCED a un calendrier particulièrement chargé pour l'année 1975. La Commission des produits de base se réunit en février pour étudier plus avant la mise au point d'une approche intégrée des problèmes relatifs aux produits de base. Par la suite, le Conseil du commerce et du développement tiendra une session extraordinaire consacrée à l'examen et à l'évaluation de la Stratégie internationale du développement au milieu de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, aux préparatifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et aussi à l'examen d'un certain nombre de résolutions, dont une qui prévoit la création d'une commission permanente du Conseil, laquelle pourrait se réunir assez régulièrement pour étudier tout problème découlant de l'évolution rapide de la situation internationale.

22. Le Conseil du commerce et du développement a pris plusieurs décisions concernant les préparatifs à effectuer en vue de la quatrième session de la Conférence. Il recommande que celle-ci se tienne en mai/juin 1976 à Nairobi, pendant une période ne dépassant pas quatre semaines. Une session extraordinaire du Conseil aura lieu auparavant à Genève, pour que l'on puisse commencer à étudier et négocier certaines des principales questions qui seront abordées à Nairobi. Les gouvernements auront ainsi davantage de temps à consacrer à la réflexion et à la consultation, ce qui permettra, espère-t-on, d'accélérer la conclusion d'un accord pendant la Conférence elle-même.

23. On estime généralement que la première partie de la quatorzième session du Conseil du commerce et du développement a été couronnée de succès. Bien que les gouvernements n'aient pas adopté de position nette et ne se soient pas non plus engagés sur les questions nouvelles, le Conseil a expressément reçu pour mandat d'aller de l'avant et de mettre au point des solutions concrètes. Tous s'accordent à penser que la situation a évolué pendant les dix années d'existence de la CNUCED et que celle-ci doit s'adapter à ce changement. Elle a pleinement l'intention de relever ce défi et espère jouer le rôle qui lui revient dans le cadre du mécanisme international de prise de décision.

24. M. GONZALEZ DE COSSIO (Mexique) dit que sa délégation est très satisfaite dans l'ensemble de ce qui a été accompli par le Conseil du commerce et du développement pendant la première partie de sa quatorzième session. Elle ne fera qu'indiquer sa position au sujet de certaines des questions abordées dans le rapport — celles à propos desquelles elle peut faire des suggestions constructives — et présentera des observations plus détaillées lorsque le rapport sera examiné par la Deuxième Commission de l'Assemblée générale.

25. La délégation mexicaine appuie la proposition tendant à tenir la quatrième session de la CNUCED à Nairobi et les dates proposées lui conviennent. Comme elle l'a déjà fait observer à la quatorzième session du Conseil, la Conférence ne doit pas durer plus de quatre semaines. La Conférence et la session extraordinaire préparatoire du Conseil doivent se tenir à un niveau élevé, pour que des décisions claires puissent être prises sur des questions importantes. Il conviendrait que l'ordre du jour provisoire de la Conférence tienne compte des résultats de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale qui doit avoir lieu en 1975.

26. La délégation mexicaine prend note avec satisfaction de la résolution [122 (XIV)] du Conseil demandant au Secrétaire général de la CNUCED de passer périodiquement en revue les activités de la CNUCED, afin d'assurer l'application rapide et efficace de la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international dans le cadre de la politique clairement définie par le Conseil économique et social dans sa résolution 1911 (LVII). La CNUCED aura pour tâche principale d'indiquer les progrès accomplis et les points sur lesquels les objectifs n'ont pas été atteints et de formuler des recommandations précises destinées à remédier à ces insuffisances.

27. Le Mexique était membre du Groupe intergouvernemental du transfert des techniques et a accepté que celui-ci soit remplacé par une commission du transfert des techniques, qui assumerait les responsabilités du Groupe et formulerait les politiques relatives au transfert des techniques dans le cadre plus large du développement. Les travaux de cette commission pourraient sans doute faire double emploi avec ceux du Comité de la science et de la technique au service du développement, qui est un organe subsidiaire du Conseil économique et social, mais la délégation mexicaine est certaine que la Commission consacrerait ses activités à des questions très précises, comme la formulation d'un code de conduite pour le transfert des techniques et l'établissement d'une étude mondiale sur le rôle du système actuel des brevets dans le transfert des techniques aux pays en voie de développement. Cette étude devra être réalisée conjointement avec la formulation de politiques relatives aux sociétés transnationales et M. Gonzalez de Cossio souligne que toutes les études sur le transfert des techniques et les brevets devront être effectuées dans le cadre du mécanisme qui sera institué par le Conseil économique et social pour formuler des politiques au sujet des sociétés transnationales; sans cela, on n'obtiendrait pas une perspective globale, il y aurait double emploi dans les efforts et on ne parviendrait à aucun résultat intégré.

28. A propos de la résolution 124 (XIV) du Conseil du commerce et du développement, relative au commerce international et au financement et à leurs rapports avec les problèmes des produits de base en général, la délégation mexicaine constate avec satisfaction que le but recherché est d'obtenir des résultats concrets dans le domaine des prix et de l'accès aux marchés, mais elle est légèrement déçue de noter que la CNUCED, le Conseil du commerce et du développement et les comités pertinents continuent à accorder toute leur attention aux matières premières et aux produits de base et s'intéressent peu, sinon pas du tout, aux problèmes des produits intermédiaires, semi-manufacturés et manufacturés, exportés par les pays en voie de développement. Il conviendrait de se rappeler que la position de ces pays en tant qu'importateurs de produits manufacturés et d'exportateurs de produits de base est provisoire et qu'il faut élaborer des stratégies en vue de les aider à atteindre des niveaux plus élevés de développement économique. On doit mettre au point des moyens pour remédier à cette situation sans pour cela négliger les problèmes des produits de base et des matières premières.

29. La délégation mexicaine abordera en détail la question de l'indexation des prix à la Deuxième Commission. De manière générale, elle estime qu'il serait prématuré de se fonder uniquement sur l'étude du Secrétaire général de la CNUCED dont la Commission

est saisie (TD/B/503/Supp.1 et Add.1) pour agir et qu'il faut approfondir cette étude et effectuer des études supplémentaires, en vue de déterminer si l'indexation est viable et réalisable. Néanmoins, pour les raisons qu'elle a déjà exposées, la délégation mexicaine ne pense pas qu'il suffise de renvoyer à la seule Commission des produits de base de la CNUCED les études ultérieures sur l'indexation, car le champ de l'indexation est plus vaste, comme l'indique la résolution 3202 (S-VI) relative au Programme d'action adoptée par l'Assemblée générale, à l'alinéa d de la partie 1 de la section I, entre autres, où il est dit qu'il faut établir un lien entre les prix des exportations des pays en voie de développement et les prix de leurs importations en provenance des pays développés. C'est dans ce contexte qu'il faut étudier l'indexation des prix, le but final étant son application à chaque produit pour chaque pays. M. Gonzalez de Cossio remercie le Secrétaire général de la CNUCED pour l'étude sur l'indexation des prix et dit que sa délégation fera d'autres observations sur ce sujet à la Deuxième Commission.

30. Pour conclure, la délégation mexicaine se félicite que le Conseil ait décidé de demander au Secrétaire général de la CNUCED d'établir un rapport analytique concernant l'influence des phénomènes inflationnistes sur le commerce mondial et sur les relations économiques internationales. Elle souhaiterait que ce rapport soit présenté au Conseil du commerce et du développement à sa session extraordinaire et non à sa session ordinaire, car le Conseil économique et social pourrait ainsi le transmettre, en même temps que ses observations, à l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire, et l'Assemblée pourrait l'utiliser pour effectuer l'opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement au milieu de la Décennie.

31. La délégation mexicaine se réservera le droit de présenter des observations sur le rapport du Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et devoirs économiques des Etats lorsque le Président du Groupe aura fait rapport à la Deuxième Commission sur les résultats des négociations officieuses.

32. M. MAKEYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que l'une des principales réussites enregistrées par la CNUCED au cours de ses dix années d'existence est l'adoption, en 1964, des Principes régissant les relations commerciales internationales et les politiques commerciales propres à favoriser le développement¹. Ces principes doivent être à la base des relations commerciales et économiques dans le monde entier, car ils définissent de façon claire et concise une approche nouvelle et plus juste des problèmes fondamentaux du commerce international et des relations économiques. La CNUCED a contribué de façon importante au développement de ces relations, y compris des relations entre les pays ayant des systèmes sociaux et économiques différents.

33. M. Makeyev constate avec satisfaction que la poursuite de la normalisation et du développement des relations économiques entre pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents a occupé une place importante dans les travaux de la quatorzième session du Conseil du commerce et du développement. Il serait bon que celui-ci poursuive ses efforts afin que les

¹ Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11), troisième partie, annexe A.I.3.

progrès réalisés dans ce domaine sur le plan bilatéral soient complétés par des recommandations multilatérales qui permettraient de profiter au maximum de toutes les possibilités existantes en ce qui concerne le développement de relations économiques étendues et à long terme entre l'Est et l'Ouest et entre pays socialistes et pays en voie de développement. La délégation soviétique estime que la conclusion concertée [112 (XIV)] du Conseil du commerce et du développement concernant l'intensification des activités de la CNUCED se rapportant à certains aspects importants des relations économiques entre les pays socialistes et d'autres groupes de pays est un premier pas positif dans cette direction.

34. Comme cela est indiqué dans le rapport établi par le Secrétariat de la CNUCED sur les tendances actuelles et les perspectives du commerce et du développement², l'économie du monde capitaliste a été de plus en plus sensible aux crises pendant l'année écoulée. La délégation soviétique pense que l'adoption par le Conseil du commerce et du développement, sur l'initiative des pays socialistes, de la résolution 114 (XIV), qui demande une étude de l'influence de l'intensification des phénomènes inflationnistes dans les pays capitalistes développés sur le commerce mondial et les relations économiques internationales, permettra de mieux comprendre ces phénomènes et de formuler des recommandations appropriées.

35. La délégation soviétique est d'avis que l'ordre du jour de la quatrième session de la CNUCED doit porter sur toutes les sphères d'activité de la Conférence, telles qu'elles sont définies dans la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale. Elle appuie la décision 113 (XIV) du Conseil du commerce et du développement concernant le lieu de réunion et la date de la session. Les consultations supplémentaires au sujet de la charte des droits et devoirs économiques des Etats que le Conseil avait recommandé de tenir, aux termes de sa décision 110 (XIV), se déroulent actuellement et permettront, espère M. Makeyev, de concilier les différents textes proposés pour les articles qui portent sur des questions telles que le droit des Etats de disposer librement de leurs ressources naturelles, le contrôle des sociétés transnationales, l'interdiction de la discrimination dans le commerce entre les pays à systèmes économiques et sociaux différents et l'instauration du statut de la nation la plus favorisée. Les consultations devraient également fournir l'occasion de mieux préciser la position des différents groupes de pays, de façon que les articles qui seront mis au point tiennent compte des intérêts de tous les pays intéressés.

36. L'un des résultats les plus importants de la quatorzième session du Conseil du commerce et du développement est l'adoption de la résolution 111 (XIV), qui demande la libération par le Gouvernement chilien du Président de la troisième session de la CNUCED. La délégation soviétique a l'impression que cette résolution a été accueillie avec bienveillance par l'écrasante majorité des Etats Membres de l'ONU et espère qu'à sa vingt-neuvième session l'Assemblée générale exprimera son appui tant à M. Almeyda qu'aux autres fils courageux du peuple chilien.

37. La délégation soviétique ne s'opposera pas à une décision du Conseil économique et social tendant à prendre acte du rapport du Conseil du commerce et

du développement et à le transmettre à l'Assemblée générale pour qu'il soit étudié par la Deuxième Commission.

38. M. ROUGE (France) se félicite de l'esprit de modération et de coopération qui a prévalu pendant la première partie de la quatorzième session du Conseil du commerce et du développement. Le Conseil pourrait être un instrument des plus utiles du développement des relations économiques internationales conformément aux décisions prises lors de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Néanmoins, M. Rougé regrette profondément que le rapport du Conseil ait été distribué si tard; en effet, comme la Deuxième Commission doit entamer dès le lendemain l'examen de cette question, il ne reste pas suffisamment de temps pour que le Conseil économique et social puisse procéder à une étude approfondie du rapport ni pour que les gouvernements puissent examiner les conclusions que le Conseil pourrait formuler. Le Conseil économique et social ne doit pas se contenter de jouer un rôle symbolique, car aussi bien aux termes de son statut que dans la pratique, il est l'organe central de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine économique et social. L'issue positive des débats de la Deuxième Commission dépendra des travaux préparatoires réalisés au sein du Conseil, qui constitue par ailleurs la seule instance où les observateurs de nombreuses organisations non gouvernementales accréditées auprès de lui peuvent présenter leurs vues. Le rapport indique que le Conseil du commerce et du développement s'est, à juste titre, intéressé essentiellement à la structure juridique des relations commerciales; en effet, seul le Conseil économique et social est habilité à formuler à l'intention des gouvernements ou de l'Assemblée générale des recommandations ayant trait à des questions plus vastes comme les mesures à prendre dans la situation économique actuelle et les relations du Conseil du commerce et du développement avec les autres organismes des Nations Unies en ce qui concerne l'application de la résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale. Enfin, des problèmes d'organisation pourraient se poser si le Conseil économique et social ne s'acquitte pas du mandat que lui a expressément confié l'Assemblée générale qui l'a prié d'examiner des questions importantes comme l'examen de la Stratégie internationale du développement, le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la préparation de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et de la quatrième session de la CNUCED; or, pour tous ces travaux, il doit étudier le rapport du Conseil du commerce et du développement.

39. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que les membres du Secrétariat sont les premiers à déplorer les problèmes suscités par la distribution tardive des documents. Des efforts considérables ont été déployés et des dépenses élevées ont dû être engagées pour que le Conseil puisse disposer du rapport du Conseil du commerce et du développement à la reprise de sa session, mais ces problèmes continueront à se poser tant que le Conseil économique et social et ses membres examineront séparément les questions de la documentation, de l'ordre du jour du Conseil et du calendrier des séances. M. Cordovez rappelle que le Secrétariat a suggéré au Conseil d'interrompre la reprise de sa session parce qu'il n'avait pas le temps d'examiner en détail les rapports de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international et un grand nombre de questions de fond. En ce qui concerne le rapport du Conseil du commerce

² TD/B/496/Supp.1.

et du développement, le problème qui se pose tient moins à la documentation qu'au calendrier des réunions; si le Conseil décidait de se réunir avant la session d'été du Conseil économique et social, les difficultés actuelles, qui découlent de la nécessité de reproduire son rapport et de le faire parvenir à New York dans un délai très bref, disparaîtraient.

40. Le **PRESIDENT** dit que, en l'absence d'objection, il considérera que, conformément à la pratique établie, le Conseil décide de transmettre le rapport du Conseil du commerce et du développement (E/5582) à l'Assemblée générale et d'appeler l'attention de l'Assemblée sur les observations formulées à ce sujet à la séance consacrée à son examen.

La décision est adoptée [décision 53 (LVII)].

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme spécial pour fournir aux pays en voie de développement les plus gravement touchés des secours d'urgence et une aide au développement (E/5590)

41. Le **PRESIDENT** invite le Président du Comité *ad hoc* du Programme spécial à présenter le rapport du Comité sur sa deuxième session (E/5590).

42. M. **ALGARD** (Norvège) [Président du Comité *ad hoc* du Programme spécial] dit que le mandat du Comité *ad hoc* est défini au paragraphe 6 de la section X du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [résolution 3202 (S/VI) de l'Assemblée générale]. Les paragraphes 1 à 3 du rapport traitent de la première partie du mandat du Comité, en vertu de laquelle celui-ci est chargé de faire des recommandations portant sur l'ampleur, le mécanisme et les modalités de fonctionnement du Fonds spécial. Les conclusions du Comité sont reflétées dans le projet de résolution sur les opérations du Fonds spécial, au paragraphe 1 du rapport. M. Algård espère que cette résolution sera adoptée par voie de consensus par l'Assemblée générale.

43. La deuxième tâche confiée au Comité *ad hoc*, à savoir suivre et enregistrer les mesures prises au titre de l'Opération d'urgence, fait l'objet des paragraphes 4

à 7 du rapport. Le Comité a bénéficié dans ses travaux du concours du représentant spécial du Secrétaire général pour l'Opération d'urgence des Nations Unies, ainsi que de celui des représentants d'autres organismes des Nations Unies. Au 4 octobre 1974, d'après les réponses des gouvernements à un questionnaire distribué par le Secrétaire général, les engagements concernant l'assistance d'urgence par des voies bilatérales et multilatérales s'élevaient à 2,7 milliards de dollars, dont 197 millions de dollars au titre du Compte spécial du Secrétaire général pour l'Opération d'urgence des Nations Unies, comme il est indiqué de façon détaillée à l'annexe II du rapport.

44. Les paragraphes 8 à 12 du rapport ont trait à la troisième et dernière fonction dévolue au Comité *ad hoc*, la préparation d'une évaluation des besoins. Le Comité n'a pas été en mesure de préparer l'évaluation générale des besoins et a donc été obligé de se borner à prendre connaissance de l'évaluation préliminaire établie par le représentant spécial du Secrétaire général. Le déficit général de la balance des paiements pour tous les pays figurant sur la liste provisoire établi pour le comité³, calculé à titre préliminaire par le représentant spécial était estimé à environ 2,3 milliards de dollars pour 1974 et à la même somme pour 1975.

45. M. **Algård** considère qu'en présentant son rapport le Comité *ad hoc* s'est acquitté du mandat qui lui avait été confié.

46. M. **PEREZ GUERRERO** (Venezuela) fait observer qu'il faudrait apporter certaines modifications à la version espagnole de l'alinéa *a* de l'article VI des dispositions concernant les opérations du Fonds spécial, dans le projet de résolution proposé par le Comité *ad hoc* au paragraphe 1 de son rapport, pour la faire coïncider avec le texte anglais. Dans le texte espagnol il n'est pas question de prêts ni de participation à des investissements, et le mot anglais "*grants*" devrait être traduit par "*donaciones*" et non par "*subsídios*".

47. Le **PRESIDENT** dit que le Secrétariat fera le nécessaire pour tenir compte de l'observation formulée par le représentant du Venezuela.

La séance est levée à 12 h 20.

³ Voir A/AC.168/6/Add.1.

1923^e séance

Lundi 14 octobre 1974, à 15 h 15.

Président : M. Aarno **KARHILO** (Finlande).

E/SR.1923

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme spécial pour fournir aux pays en voie de développement les plus gravement touchés des secours d'urgence et une aide au développement (fin) [E/5590]

1. M. **PREBISCH** (Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Opération d'urgence des Nations Unies) dit que les perspectives d'avenir de l'Opération d'urgence des Nations Unies semblent beaucoup plus favorables depuis quelques semaines. Quand a pris fin la première évaluation des besoins des pays en voie de

développement les plus gravement touchés, le chiffre auquel on était arrivé dépassait de beaucoup le montant des contributions sur lesquelles on pouvait compter. Cette difficulté a été surmontée, et les chiffres actuels sont plus encourageants. Le montant total des contributions annoncées est de 2 720 millions de dollars, dont 223 millions en espèces seront portés au compte spécial du Secrétaire général. Dans ce total des contributions annoncées figurent 500 millions de dollars de la Communauté économique européenne, dont l'apport a été subordonné par le Conseil des ministres de la Communauté à deux conditions principales : en premier lieu,